



Les bons vœux de François Rebsamen aux chômeurs

Décidément François Rebsamen a un sérieux problème avec les chômeurs. Serait-il sensible à la rumeur populiste comme quoi ces derniers seraient responsables de leur propre situation ? On serait tentés de le croire alors que **le Grand Dijon qu'il préside vient de voter la fin de la gratuité des transports en commun pour les chômeurs**. Faut-il rappeler que ce n'est pas en tapant sur les victimes du chômage qu'on arrivera, si tant est la volonté réelle du pouvoir en place, à l'éradiquer ? Car jusqu'à preuve du contraire, il ne s'est jamais aussi bien porté.

Comme ministre, François Rebsamen a renforcé la surveillance des chômeurs qui auraient trop tendance selon lui aussi à profiter de la générosité publique sans vouloir rechercher du travail. Comme président du Grand Dijon, il fait les poches des mêmes chômeurs suspectés sans doute d'abuser du réseau en raison de sa gratuité. Outre que la question de la gratuité générale du réseau de transports urbains devrait être mise sur la place publique et non pas réglée entre quelques experts autoproclamés, généralement d'ailleurs dans le sens du tout payant, **le fait de la supprimer pour les chômeurs alors que celle-ci était justifiée par la recherche d'un emploi pourrait bien constituer un obstacle rédhibitoire empêchant leur retour à l'emploi justement** ! Certes, un bénéficiaire de la CMU ne devra acquitter mensuellement que la somme de 6 €. Mais si un tel montant peut sembler dérisoire pour la majorité des salariés, et encore, il en va tout autrement pour un bénéficiaire de la CMU à 400 € par mois. Pour lequel le moindre euro compte : **que va-t-il devoir sacrifier pour pouvoir se déplacer** ?

S'il s'agit de faire des économies, les autorités dijonnaises seraient plus inspirées de s'en prendre aux véritables acteurs de leurs déboires financiers : les banques et autres acteurs financiers qui leur ont certainement fait contracter des prêts dangereux voire toxiques. Mais cela demande quelque courage, abnégation et de la patience, toutes choses en lesquelles le personnel politique actuel est en grande partie dépourvu quand bien même il disposerait des moyens matériels pour ce faire.

Comme le célèbre parti d'extrême droite, il est bien plus simple de désigner un bouc émissaire. Le musulman pour l'un, le chômeur pour l'autre. Que cette mesure ait pu bénéficier du soutien d'une majorité d'élus n'en rend ceux-ci que plus pitoyables. Et ne fera qu'alimenter la crise politique et le parti d'extrême droite. A croire que c'est l'objectif poursuivi. A vomir.

Dijon le 5 janvier 2016